

“Campagnes de tous nos désirs”... d’ethnologues

Gilles Laferté & Nicolas Renahy

DANS LE FOISONNEMENT des recherches sur le patrimoine et la construction des identités et des territoires, l’ouvrage collectif *Campagne de tous nos désirs* présente des travaux centrés sur un objet commun, le « patrimoine rural ». Celui-ci, défini par Isac Chiva, recouvre une acception large, puisqu’il englobe les paysages et les territoires (traités dans la première partie), les produits de terroirs (deuxième partie), ainsi que les savoir-faire et les techniques qui y sont associés (Chiva 1994). *Campagne de tous nos désirs* y adjoint un ensemble de textes (troisième partie) qui interprètent ce processus de patrimonialisation comme un regard de la ville ou d’un groupe d’allochtones sur la campagne.

Une analyse constructiviste du patrimoine rural...

Cette unité d’objet se double d’une unité épistémologique qui doit sans doute beaucoup aux études qui ont été menées en amont par les éditeurs scientifiques de cette publication, hypothèse que semble corroborer le nombre de citations croisées (Micoud 1989 ; Bérard & Marchenay 1995, 1998 ; Faure 1999). Le cadre d’analyse s’inspire à juste titre d’une vision constructiviste de la tradition (Anderson 1983 ; Gellner 1983 ; Hobsbawm & Ranger 1983 ; Hobsbawm 1995 ; Lenclud 1987) qui se révèle un bon outil de déconstruction de pratiques patrimoniales rapidement naturalisées, montrant bien le patrimoine comme un objet en train de se faire, soumis à des conflits d’appropriation. L’ethnologie semble définitivement quitter les « Arts et Traditions » et la conservation d’une culture populaire pensée comme un héritage de temps révolus.

À propos de Michel Rautenberg, André Micoud, Laurence Bérard & Philippe Marchenay, *Campagnes de tous nos désirs : patrimoine et nouveaux usages sociaux*, [publ. par] la Mission du patrimoine ethnologique, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l’homme, 2000 (« Ethnologie de la France », Cahier 16).

À PROPOS

La plasticité de l'histoire permet d'envisager tous les cas de figure selon les rapports de force contemporains. Ainsi, l'absence de consensus au sein d'une filière professionnelle conduit à la non-patrimonialisation d'un produit, le foie gras, qui semblait pourtant bénéficier de tous les atouts pour une mise en scène traditionnelle (Dominique Coquard, Jean Pilleboue) ou, à l'inverse, la volonté de faire cause commune précipite l'invention de territoires ou de nouveaux produits qui se retrouvent directement patrimonialisés (Anne-Marie Martin, Jean-Claude Mermet, Nadine Ribet). Dessinant un espace très vaste des possibles, l'histoire n'agit pas mécaniquement sur nos contemporains.

S'inspirant donc du paradigme de « l'invention des traditions », l'ouvrage ne se cantonne pas à l'usage qui en est fait majoritairement dans la littérature, à savoir la construction politique des territoires (Bertho 1980 ; Guillet 1999 ; Thiesse 1999). Même si cette problématique est ici reconduite (Ludovic Leprêtre ; Cécile Tardy), le mérite de ces textes est d'ouvrir la tradition à des usages économiques, que ce soit par la construction de territoires destinés à la promotion commerciale d'un produit et à la défense de savoir-faire dits artisanaux ou traditionnels (Anne-Marie Martin, Jean-Claude Mermet & Nadine Ribet ; Aline Brochot ; Dominique Coquard & Jean Pilleboue ; Jean-Antoine Prost, Christine de Sainte-Marie & Claire Delfosse), ou par la promotion touristique d'un lieu (Jean-Claude Garnier & François Labouesse ; Patrick Prado). Il s'agit d'autant de concrétisations des démarches initiées par Laurence Bérard et Philippe Marchenay en 1995, et poursuivies par Muriel Faure en 1999.

La collaboration d'un aussi grand nombre de chercheurs travaillant sur des objets et des problématiques comparables a permis de recueillir un ensemble de monographies locales et d'offrir un corpus comparatif riche, nourri d'études menées dans diverses régions françaises, en Guyane ou encore en Espagne ou en Hongrie. La géographie de la patrimonialisation du rural apparaît très large, nationale voire européenne. Grâce à cette multiplicité de terrains, on devine en creux l'existence de modèles de patrimonialisation qui se diffusent et façonnent les pratiques culturelles des différents lieux. On pourrait comparer cette situation avec le catalogue de la production identitaire forgé par les sociétés savantes au XIX^e siècle pour produire du territoire national ou régional (langue, monuments, paysages, folklore, musée ethnographique, héros... ; Thiesse 1999). Là où le bât blesse, c'est que ces modèles sont rarement explicités, donnant à croire à une capacité d'auto-patrimonialisation des lieux, ou encore à une autonomie de la scène locale vis-à-vis de la scène nationale. Cela relève sans doute d'un problème méthodologique.

... pour produire du patrimoine rural

En effet, le contexte des articles qui nous sont présentés n'est notifié que de manière épisodique, et en tout cas jamais objectivé. En prise avec des objets soumis à une forte « demande sociale » émanant à la fois de l'État (ils sont le fruit d'un appel d'offre de la Mission du patrimoine ethnologique du ministère de

la Culture), des collectivités territoriales et des syndicats interprofessionnels, ces recherches paraissent façonner autant d'outils pour mener à bien la patrimonialisation du rural, qui reste l'objectif de ces multiples commanditaires.

On peut d'ailleurs se demander si les travaux réunis autour du thème « patrimoine rural » ne créent pas *ex nihilo* des appropriations collectives des espaces et des produits ruraux. Le sous-titre même du numéro 194 d'*Autrement : Vives campagnes. Patrimoine rural, projet de société* (Chevallier, ed., 2000), numéro qui réunit peu ou prou le même groupe de chercheurs, sonne comme un manifeste en faveur du patrimoine rural. *Campagnes de tous nos désirs* serait en quelque sorte la version scientifique, destinée à la communauté des pairs, d'un projet de société qui dit mieux son nom quand il s'adresse au public plus large de la revue *Autrement* (dont la publication du numéro cité *supra* a été financée par l'opération « Patrimoine rural » du ministère de l'Agriculture et de la Pêche). D'un côté, donc, la logique constructiviste de *Campagnes de tous nos désirs* façonne des outils pour le politique et est un moyen de légitimer cette démarche dans le champ scientifique, de l'autre, l'écriture naturaliste d'*Autrement* permet d'assurer le bien-fondé de ces politiques de patrimonialisation en garantissant au large public de la revue les spécificités culturelles de chaque espace rural, essentialisées par l'ethnologie et authentifiées par l'histoire (voir par exemple *ibid.* : 91-95). Il n'y a pas de contradiction entre ces deux registres discursifs, mais une complémentarité : chaque texte s'adresse à un public différent.

Cette idée d'un volontarisme scientifique de construction patrimoniale parcourt régulièrement *Campagnes de tous nos désirs*, avec des appels aux chercheurs pour investir les instances décisionnelles¹. Le constructivisme des sciences sociales paraît ici s'appliquer à rebours, puisqu'il ne s'agit plus de dénaturiser des pratiques socialement construites, mais de donner les moyens aux décideurs de naturaliser des pratiques en construction². Aussi bien, ce que ces travaux décrivent comme « la nouveauté récente [qui] serait que ces pratiques se donnent pour objectif d'associer étroitement une activité économique inscrite dans l'histoire d'un territoire et des manifestations culturelles » (Chevallier, Chiva & Dubost 2000 : 36) n'a pour nous pas grand-chose de spontané, n'étant qu'un effet de la politique d'aménagement du territoire

1. Dans son avant-propos, Denis Chevalier, responsable de la cellule Patrimoine rural à la Mission du patrimoine ethnologique, signale que l'étude du patrimoine rural offre à « de jeunes géographes, sociologues ou ethnologues des débouchés dans des structures aussi inhabituelles qu'un syndicat de défense d'une appellation fromagère ou un comité départemental du tourisme » (p. xii).

2. Citons par exemple Jean-Claude Garnier & François Labouesse : « En fait, si toutes les formes d'utilisation de la transhumance sont envisageables, même les plus libres (à condition bien sûr de satisfaire tous les protagonistes), le processus actuel manque, de manière évidente, de références solidement établies, pouvant servir de repères. Un travail rigoureux de recueil et d'analyse, aussi bien historique que contemporain, paraît indispensable. Il nous semble en outre que la meilleure façon de répondre de manière sérieuse aux curiosités que la transhumance suscite, tout en satisfaisant aux nécessaires exigences de fidélité et d'impartialité, pourrait bien être de mettre sur pied ce fameux "Centre d'interprétation des cultures pastorales méditerranéennes" [...] formule qui a par nature l'avantage de traiter à la fois les aspects anciens et les formes actuelles, et de les éclairer les uns par les autres. Mais un tel projet implique avant tout que soient réunis l'accord, la participation et la volonté de tous les partenaires concernés » (p. 138).

(Chanet 2001). Cette politique émane à la fois de la Direction du patrimoine du ministère de la Culture qui promeut le terme de patrimoine rural via la Mission du patrimoine ethnologique depuis 1994 ; du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, avec par exemple la création en 1990 du Conseil national des arts culinaires chargé de faire l'inventaire dudit patrimoine pour relancer la production des « produits de terroir » ; du secrétariat d'État au Tourisme et de ses associations satellites qui multiplient les labels à contenus patrimoniaux (« les pays d'accueil touristiques » en 1976, « les plus beaux villages de France », « les cités de caractère »...) ; de la DATAR depuis 1993 autour des Territoires ruraux de développement prioritaire (TRDP)... (Patin 1997). Ces politiques, encore renforcées par des lois d'officialisation des pays et de leur contenu patrimonial (1945-1999), semblent très largement guidées par des travaux antérieurs (Grolleau 1988, cité dans Patin 1997 ; Chiva 1994 ; Patin 1997). La causalité remonte-t-elle du terrain vers la recherche ou descend-elle du chercheur vers le terrain via les ministères ?

Le problème n'est pas tant de s'appuyer, pour mener son terrain, sur les institutions qui formulent la « demande sociale » – cette stratégie de terrain peut même se révéler très efficace –, que de ne pas objectiver celle-ci. Cela est d'autant plus frustrant que, dans d'autres travaux, certains des auteurs de cet ouvrage évoquent les conséquences d'une coopération entre entrepreneurs culturels et chercheurs (Bérard & Marchenay 1995 : 163 ; Faure 1999 : 82, n. 2), mais l'étude de cette interaction est malheureusement reportée à une analyse ultérieure. On comprend les difficultés d'une telle auto-objectivation, qui suppose de lever les ambiguïtés des missions de la Mission du patrimoine ethnologique – constituée à la fois par l'ambition de refaire de l'ethnologie une science de gouvernement, « une discipline phare dans l'organisation culturelle du territoire », et par un projet scientifique de contournement institutionnel du laboratoire du musée des Arts et Traditions populaires par les franges les plus novatrices de la discipline (Fabre 2003) –, ou encore de dévoiler tout un pan du fonctionnement de la recherche ethnologique qui se finance et s'édite par les commandes de l'État via la Mission, tout en réaffirmant son idéal d'autonomie de la science. Il ne s'agit pas pour nous de nier la scientificité de ces travaux sous prétexte qu'ils seraient trop proches du pouvoir politique, ou de considérer la relation des chercheurs à l'État comme pathologique, mais tout simplement d'inclure la politique patrimoniale – étatique ou communale – construite par les chercheurs comme un fait structurant les données recueillies (L'Estoile, Neiburg & Sigaud 2000).

Contextes spatiaux et temporels

Cette non-explicitation de la position des chercheurs dans la patrimonialisation du rural s'avère dommageable : il faudrait repositionner ces travaux à la fois dans le contexte de la politique étatique de l'ethnologie, dans une perspective historique, et, plus généralement, dans le cadre de la politique culturelle contemporaine.

L'absence de synthèse entre ces monographies locales découle directement de l'occultation de l'échelle nationale. Le maillon manquant qui unirait tous ces terrains est la scène nationale, c'est-à-dire le rôle tenu par les chercheurs et la Mission du patrimoine ethnologique, qui, à l'image des érudits et des sociétés savantes du XIX^e siècle, sont aujourd'hui les principaux diffuseurs de modèles culturels de promotion des territoires et qui initient largement ce mouvement de patrimonialisation.

De même, comme un serpent qui se mord la queue, ces travaux ne semblent retenir comme patrimonialisation du rural que les pratiques postérieures aux politiques de patrimonialisation du rural, c'est-à-dire les pratiques issues de ces politiques³, ce qui permet aux auteurs de souligner la nouveauté d'un patrimoine rural issu de l'activité économique. Implicitement, cela veut dire que pour eux, il n'y aurait patrimonialisation que quand l'État décrète qu'il va y avoir du patrimoine, c'est-à-dire quand il convoque la science pour légitimer et labelliser comme patrimonial un espace, un produit ou des savoir-faire. Or, il convient ici d'historiciser la problématique, car si l'État est aujourd'hui le plus puissant producteur d'appropriation collective du passé, il n'en a pas toujours eu le monopole. Ainsi, la volonté d'un groupe social de se définir à travers la mise en scène du passé des biens et des produits du terroir existait déjà dans l'entre-deux-guerres avec le régionalisme culturel et la démocratisation du tourisme, conduisant chaque région à redéfinir son image (Csergo 1996 ; Bertho-Lavenir 1999 : 233-239). Il en est par exemple ainsi de la Bourgogne, redéfinie à cette période autour d'une image gastronomique fondée sur les produits locaux (vin, moutarde, pain d'épice...). Pour prendre un cas tiré du contexte de crise des débouchés internationaux et de suspicion sur la qualité des vins, les propriétaires et négociants de Nuits-Saint-Georges procédèrent en 1934 à la mise en scène historicisée et collective des produits avec la création de la Confrérie des Chevaliers du Tastevin, donnant une figure à la nouvelle régulation corporatiste du marché issue des lois d'appellation d'origine votées en 1919 et révisées en 1935. À la Libération, la Confrérie constitue un modèle qui se diffuse à l'ensemble des vins, puis des fromages, et progressivement à tous les produits dits de terroir. On compte aujourd'hui plus de huit cents confréries gastronomiques et vineuses. Ainsi, ce que les auteurs soulignent comme étant une nouveauté de la dernière décennie – la constitution d'un patrimoine rural issu de l'activité économique – daterait au moins de l'entre-deux-guerres. La nouveauté depuis dix ans dans les campagnes françaises, ce n'est pas l'appropriation collective d'objets ruraux, mais la création par les ethnologues de la catégorie « patrimoine rural », suivie de la politique étatique de constitution du patrimoine rural.

Par ailleurs, l'absence d'objectivation de leur position par les chercheurs les amène à utiliser un vocabulaire analytique qui se révèle performatif. En effet, la décentralisation commencée dans les années 1980, et réaffirmée sous le ministère

3. Cette caractéristique est-elle inhérente à « l'outil "patrimoine" comme outil de connaissance » ? C'est en tout cas l'avis d'Yvon Lamy (1993 : 80) qui considère que « le patrimoine trace provisoirement sur lui-même ses propres frontières. Il est à lui-même sa propre catégorie de connaissance ».

Lang, a conduit à une municipalisation de la culture (explosion des budgets culturels municipaux, multiplication des contrats État-communes, label Ville d'art en 1985, Ville ou Pays d'art et d'histoire en 1987, invention de nouveaux modèles comme le Spectacle historique ; Urfalino 1996). Dans le même temps, la promotion et l'extension de la notion de patrimoine (Caisse nationale des monuments historiques et des sites, rebaptisée Direction du patrimoine ; extension du patrimoine à l'ethnologie et aux biens industriels ; journées du patrimoine...) expliquent en partie cette fièvre patrimoniale contemporaine appliquée aux scènes locales. Ainsi le processus patrimonial, qu'il soit rural, industriel, ethnologique, archéologique ou historique, reste une initiative, et un vocabulaire, qui partent d'en haut (Bensa & Fabre 2001). La comparaison esquissée avec la notion anglaise d'« héritage » est éclairante dans la mesure où celle-ci ne renvoie pas à l'État mais à l'initiative privée (Patrick Prado). En utilisant la notion de patrimoine dans l'analyse scientifique sans les précautions d'objectivation nécessaires, on masque son origine administrative et politique, et on naturalise la volonté du ministère de la Culture de l'étendre à la totalité des faits culturels pour faire avancer l'idée républicaine d'une égalité de tous devant l'appropriation collective du passé. Le patrimoine ainsi présenté résonne à nos oreilles comme une idéologie culturelle et un mode d'action politique. Qualifier de patrimonial des objets ruraux, c'est d'emblée revaloriser des objets socialement déclassés pour les hisser dans la culture légitime et honorer un « droit au patrimoine pour tous » (Lamy 1993). En employant sans y prendre garde un vocabulaire forgé par l'action politique, la science s'inscrit sans réflexivité dans l'arène sociale qu'elle serait censée décrypter par une attitude distanciée, et parachève d'imposer cette compréhension républicaine et démocratique des faits culturels.

En somme, l'invention récente d'une patrimonialisation des produits du terroir telle qu'elle nous est présentée ici nous semble plus la conséquence d'une re-labellisation administrative et scientifique des pratiques culturelles des campagnes qui, de fait, produit des *effets sociaux* depuis les années 1990, que le signe d'un changement endogène, local, des rapports aux objets ruraux. Bien plus, il faudrait mener une sociologie détaillée des producteurs de ces traditions, et nous faisons l'hypothèse qu'il s'agit en partie de non-locaux (ou de locaux semi-urbanisés et diplômés) qui, dans leur trajectoire, se sont formés aux modèles nationaux de promotion du régional, modèles qu'ils réimportent au pays.

Quels sont les acteurs de “nos” campagnes ?

Une autre difficulté due au manque d'objectivation de ce champ de recherche est l'usage systématique de la notion d'« acteur » dans la plupart des textes, tout en restant parfois très allusif quant aux groupes ainsi dénommés⁴. En effet, ce vocable

4. Aline Brochot signale dans la première note de son article (p. 75) que son enquête a été effectuée « auprès d'un échantillonnage d'acteurs locaux [...] et auprès des grands acteurs institutionnels et professionnels ». Certes, mais encore... ?

renvoie implicitement à un contexte de recherche particulier, celui du développement local à partir duquel a émergé la notion de patrimoine rural (Micoud 1989). Denis Chevallier, Isac Chiva et Françoise Dubost (2000 : 30-31) rappellent très clairement que « le mouvement qui fait du patrimoine rural un élément central dans la construction de nouveaux territoires prend son essor [...] au tout début des années 1980, avec la montée en puissance des parcs naturels régionaux et les progrès de la notion de développement local dont le patrimoine est considéré comme un outil essentiel ». Ce monde de la recherche s'est forgé un vocabulaire qui met en avant le terme d'« acteur ». Nous avons ici une trace concrète de la genèse de la thématique développée par *Campagne de tous nos désirs*, qui indique à la fois la continuité de la problématique⁵ et celle des réseaux de recherche, et du type de lien que ceux-ci entretiennent avec les univers politico-administratifs et économiques. Mais l'utilisation de ce vocable n'est jamais justifiée ni explicitée. Or, désigner ainsi un(des) groupe(s) social(aux) implique de forger des catégories : le terme « acteur » désigne une action et doit de ce fait nécessairement renvoyer à un « récepteur ». Dans le contexte qui nous intéresse, il y a donc les acteurs, groupes ou personnes qui font émerger le patrimoine rural et l'institutionnalisent de différentes façons, et le groupe destinataire de cette action. Ce dernier, s'il prend des formes très diverses selon les terrains d'enquête, reste souvent mal cerné, et pour cause : il s'agit en général soit d'un « public » (d'un parc national ou de fêtes de la transhumance par exemple), soit de « consommateurs » (de foie gras, de beaufort, des vins de Champagne ou de Tokaj, etc.). Dans tous les cas, étant donné les auspices qui ont forgé la notion et qui président à l'ouvrage (le patrimoine rural est considéré par Isac Chiva « comme le bien et le lieu de tous les hommes, ceux des villes comme ceux des campagnes » [1994 : 9]), on ne s'étonne pas du halo qui entoure la catégorie des récepteurs. Il s'agit d'un « nous » collectif, celui désigné par le titre de l'ouvrage et qui fait des campagnes le sujet de « nos désirs ». Ce nous collectif donne à croire à une unité pacifiée de la société, comme si les différents groupes sociaux qui la composent étaient porteurs d'une vision identique de la campagne. Or, rien ne laisse à penser aujourd'hui que ce consensus ait été trouvé. On peut dès lors interpréter l'identité masquée par ce pronom personnel comme étant celle, au choix, des « urbains » dans leur ensemble (l'ouvrage est placé sous le signe d'une « recomposition des rapports entre ville et campagne »), ou bien celle des ethnologues de la Mission du patrimoine et des fonctionnaires de la Culture, en tout cas celle d'un groupe social qui tente d'imposer à l'ensemble de la société un consensus sur le sens à donner aux campagnes (Bourdieu 1980).

5. Cette continuité apparaît évidente lorsqu'on interroge le concept de « patrimonialisation » : le suffixe « isation » indique en effet un mouvement, une mise en action dans la constitution du patrimoine. Il s'agit ainsi de créer du patrimoine, d'où la référence aux « acteurs » de ce mouvement. Dans ce contexte, le substantif « rural » (on parle de « patrimonialisation du rural ») ne fait pas que désigner un espace, mais fait référence à une action spécifique dirigée vers le monde rural.

Enfin, dire qu'il y a des acteurs, mettre en relief un champ d'action, c'est également signifier que certains groupes ou individus sont extérieurs à l'action : ils n'en sont ni les auteurs ni les destinataires, et l'on peut dès lors les désigner comme « inactifs » ou « passifs ». Dans le domaine du patrimoine rural, il y aurait donc les personnes « actives », qui utilisent l'histoire localisée à des fins commerciales ou touristiques, les individus ou groupes sociaux récepteurs de cette action (touristes, consommateurs... urbains), et enfin, tiers implicite, les « inactifs » qui subissent l'action ou y sont complètement extérieurs. Cette lecture tripartite du monde social nous incite à poser la question du groupe tiers, paradoxalement exclu des enquêtes, alors que ces dernières sont toutes monographiques (la catégorisation de groupes au sein d'un espace social nécessite de rendre compte des schèmes concrets d'oppositions, c'est-à-dire de définir les groupes les uns par rapport aux autres). Mais à bien y regarder, la plupart des études qui nous sont proposées ne constituent pas à proprement parler des monographies locales, mais plutôt des monographies d'institutions (un parc naturel par exemple), ou des « monographies de produits alimentaires ». Manque dès lors à ce type d'enquête une réflexion sur la place occupée par les divers processus de patrimonialisation dans leur environnement immédiat et, de manière corollaire, un meilleur éclairage sur la position sociale et les itinéraires des acteurs « porteurs de projets ». En se focalisant sur l'action, ces monographies ignorent les groupes inactifs, sans doute porteurs de visions divergentes des campagnes, et produisent une uniformisation plus forte des conceptions du rural qu'elle ne l'est dans le monde rural.

Pour valoriser de telles observations, toutes d'une remarquable actualité, cet ouvrage mériterait un développement consacré à l'explicitation des conditions de recherches. Et ce, aussi bien en ce qui concerne le déroulement des recherches et la mise au jour des agents du patrimoine rural, que de tous les côtés de l'enquête proprement dite, et notamment les relations entre chercheurs et commanditaires, afin de cerner sur quelles bases est défini le patrimoine rural. Car, en refermant *Campagnes de tous nos désirs*, les pistes interprétatives ouvertes quant à ce que désigne l'expression générique « patrimoine rural » sont à ce point multiples que le lecteur ne peut que percevoir un objet aux contours très lâches. Étudier de manière concise l'utilisation contemporaine qui est faite de cet objet, décrire les milieux (administrations, recherche, syndicats professionnels) qui le promeuvent et l'utilisent aux échelles locale, nationale et européenne, prendre en compte les « fonctions pratiques » et les « effets sociaux » (Bourdieu 1980 : 65) attendus de sa promotion, éclairer la genèse du processus qui a abouti à la publication du présent recueil, permettrait sans doute d'accéder à la signification objective de cette notion. Une telle analyse constituerait par ailleurs une réflexion originale et novatrice sur le rapport qu'entretiennent le savant et le politique, puisqu'elle serait à même de rendre compte des systèmes contemporains de dépendances réciproques entre champs⁶. Elle éclairerait « de l'intérieur » les processus d'institutionnalisation de pratiques liées au

développement de nouveaux concepts, et, plus généralement, constituerait une première contribution à une sociologie de l'ethnologie contemporaine à travers ses institutions.

MOTS CLÉS/KEYWORDS : patrimoine rural/*rural heritage* – savant et politique/*scholar and political demand* – ethnologie de la France/*ethnology of France* – politique de l'ethnologie/*politics of ethnology*.

BIBLIOGRAPHIE

Anderson, Benedict

1983 *Imagined Communities : Reflection on the Origin and Spread of Nationalism*. London, Verso [Éd. franç. : *L'Imaginaire national*. Paris, La Découverte, 1996].

Bensa, Alban & Daniel Fabre, eds

2001 *Une histoire à soi*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme (« Ethnologie de la France »).

Bérard, Laurence & Philippe Marchenay

1995 « Lieux, temps et preuves : la construction sociale des produits de terroir », *Terrain* 24 : 153-164.

1998 « Les procédures de patrimonialisation du vivant et leurs conséquences », in Dominique Poulot, ed., *Patrimoine et modernité*. Paris, L'Harmattan : 159-170 (« Chemins de la mémoire »).

Bertho, Catherine

1980 « L'invention de la Bretagne : genèse sociale d'un stéréotype », *Actes de la Recherche en Sciences sociales* 35 : 45-62.

Bertho-Lavenir, Catherine

1999 *La Roue et le stylo*. Paris, Odile Jacob.

Bourdieu, Pierre

1980 « L'identité et la représentation : éléments pour une réflexion sur l'idée de région », *Actes de la Recherche en Sciences sociales* 35 : 63-72.

Chanet, Jean-François

2001 « Terroirs et pays : mort et transfiguration ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire* 69 (1) : 61-81.

Chevallier, Denis, ed.

2000 *Autrement 194 : Vives Campagnes. Le patrimoine rural, projet de société*. Paris, Autrement.

Chevallier, Denis, Isac Chiva & Françoise Dubost

2000 « L'invention du patrimoine rural », in Denis Chevallier, ed., *Autrement 194 : Vives campagnes...* : 11-60.

Chiva, Isac

1994 *Une politique pour le patrimoine culturel rural*. Paris, Rapport multigraphié remis au ministre de la Culture et de la Francophonie.

6. Dans cet esprit, on ne peut que souscrire au projet de création du LAHIC (Laboratoire d'anthropologie et d'histoire : l'institution de la culture, FRE 3403), laboratoire qui, au sein même du ministère de la Culture et en association avec la Mission du patrimoine, se propose notamment de mettre en œuvre une histoire sociale de l'ethnologie de la France à travers ses institutions (cf. Daniel Fabre, « L'institution de la culture : naissance d'un laboratoire », *Culture et Recherche*, nov.-déc. 2001, 87). De même, la création d'un groupe de travail sur les politiques du patrimoine au sein du Comité d'histoire du ministère de la Culture, associé à l'Institut d'histoire contemporaine (UMR 5605, Université de Bourgogne) et au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (JE 378, Université de Versailles-Saint-Quentin), semble aller dans le même sens puisqu'elle inclut des travaux sur la politique de l'ethnologie.

Csergo, Julia

1996 « L'émergence des cuisines régionales », in Jean-Louis Flandrin & Massimo Montanari, eds, *Histoire de l'alimentation*. Paris, Fayard : 823-841.

Fabre, Daniel

2003 « La politique de l'ethnologie du ministère de la Culture depuis les années 1970 » in Loïc Vaderloge & Philippe Poirrier, eds, *Histoire des politiques du patrimoine*. Paris, La Documentation française (à paraître).

Faure, Muriel

1999 « Un produit agricole "affiné" en objet culturel : le fromage de Beaufort dans les Alpes du Nord », *Terrain* 33 : 81-92.

Gellner, Ernest

1983 *Nations and Nationalism*. Ithaca, Cornell University Press. [Éd. franç. : *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989].

Grolleau, Henri

1988 *Patrimoine rural et tourisme dans la CEE*. Bruxelles, Commission des communautés européennes, Direction générale des transports, Service du tourisme.

Guillet, François

1999 « Naissance de la Normandie 1750-1850 : genèse et épanouissement d'une image régionale », *Terrain* 33 : 145-156.

Hobsbawm, Eric

1995 « Inventing traditions », *Enquête* 2 : 171-189.

Hobsbawm, Eric & Talcott Ranger

1983 *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press.

Lamy, Yvon

1993 « Du monument au patrimoine : matériaux pour l'histoire politique d'une protection », *Genèses* 11 : 50-81.

Lenclud, Gérard

1987 « La tradition n'est plus ce qu'elle était », *Terrain* 9 : 110-123.

L'Estoile, Benoît de, Federico Neiburg & Lygia Sigaud

2000 « Savoires anthropologiques, administration des populations et construction de l'État », *Revue de Synthèse* 2-3 : 233-264.

Micoud, André

1989 « Le développement local, ou comment construire de nouveaux territoires », *Revue internationale d'Action communautaire* 22 : 33-38.

Patin, Valéry

1997 *Tourisme et patrimoine en France et en Europe*. Paris, La Documentation française.

Thiesse, Anne-Marie

1999 *La Création des identités nationales. Europe, XVIII^e-XX^e siècles*. Paris, Le Seuil (« L'Univers historique »).

Urfalino, Philippe

1996 *L'Invention de la politique culturelle*. Paris, La Documentation française.